



Maurice Duplessis et le cardinal Villeneuve en 1938.  
Archives du Séminaire de Trois-Rivières, photo W. B. Edwards



«Nous avons reçu de toutes les parties de la province un grand nombre de résolutions, de requêtes nous recommandant l'adoption du drapeau fleurdelisé. [...] Nous nous rendons avec une grande joie au désir de la population, et c'est le drapeau fleurdelisé que nous avons hissé sur la tour du parlement.»

(Maurice Duplessis, Discours prononcé lors de l'adoption du drapeau du Québec à l'Assemblée législative le 21 janvier 1948).

Drapeau fleurdelisé hissé à la tour centrale de l'Hôtel du Parlement le 21 janvier 1948  
Musée de la civilisation, don de René Bélanger



© Pierre Joosten, 2002

### Le monument Maurice-Duplessis

Le monument Maurice-Duplessis de l'Hôtel du Parlement est une réalisation d'Émile Brunet (1893-1977). C'est auprès d'Alfred Laliberté et de Louis-Philippe Hébert que Brunet apprend la sculpture monumentale et commémorative. En 1923, il est admis dans l'atelier du sculpteur Mercié à l'École des Beaux-Arts de Paris. À Québec, Brunet réalise plusieurs autres œuvres importantes, dont les monuments à Wilfrid Laurier et à Marie de l'Incarnation ainsi que plusieurs statues de la façade de l'Hôtel du Parlement.

Commandée par le gouvernement de Paul Sauvé en 1959, la statue de Duplessis est livrée en 1960 mais elle est laissée de côté avant même d'être inaugurée. Élus cette même année, les libéraux de Jean Lesage refusent d'édifier un monument à celui qui fut leur adversaire acharné pendant plus de 20 ans. Puis, au cours des années 1960-1970, la société québécoise connaît des changements profonds qui contrastent avec l'apparente stabilité de la période Duplessis; par conséquent, un courant d'opinion important associe son long règne à un épisode de « grande noirceur » dans l'histoire du Québec. Le monument à Maurice Duplessis sera finalement inauguré en 1977, à l'initiative du gouvernement de René Lévesque, en hommage à son nationalisme.

En couverture:  
Le premier ministre Maurice Duplessis  
Archives nationales du Québec à Québec, photo Roger Bédard

## CONSERVATISME SOCIAL

La croissance économique d'après-guerre fait naître de nombreuses revendications ouvrières dont plusieurs se muent en grèves générales. Les durs conflits de travail d'Asbestos (1949), de Louiseville (1952-1953) et de Murdochville (1957) en sont les exemples les plus connus. Duplessis, que ses adversaires traitent d'antisindicaliste, n'hésite pas à intervenir dans ces grèves au nom de l'ordre et pour assurer aux capitaux étrangers les meilleures conditions d'établissement au Québec, dont, entre autres, la paix syndicale.

L'Église catholique trouve en Duplessis un allié puissant qui confirme le rôle séculaire de l'institution dans le domaine social. D'ailleurs, les besoins grandissants liés à l'augmentation de la population forcent l'Église à demander l'aide financière du gouvernement pour parvenir à remplir sa mission dans les milieux de la santé et de l'éducation. En se rendant à ses demandes, Duplessis projette dans la population l'image du gardien des traditions catholiques du Québec.

Le conservatisme de Maurice Duplessis l'amène à réagir contre certains éléments marginaux de la société tels les militants communistes et les témoins de Jéhovah. Par de nombreux recours judiciaires, dont la controversée Loi du cadenas, le premier ministre mènera une lutte acharnée pour restreindre l'activisme de ces groupes.



Maurice Duplessis s'adressant à ses électeurs et électrices, le 27 juillet 1948.  
Archives du Séminaire de Trois-Rivières

## UN VÉRITABLE CHEF

Maître des débats de l'Assemblée législative où il domine la scène, Maurice Duplessis règne à la tête d'une large majorité ministérielle face à une opposition divisée. Efficacement organisée mais accusée de tactiques électorales douteuses, l'Union nationale profitera aussi du prestige et de l'expérience de son chef. Elle sera reportée au pouvoir en 1948, 1952 et 1956, chaque fois avec de solides majorités.

Entouré d'une députation fidèle, Duplessis imprime jusqu'à la racine de son parti la marque de son autorité. Chef incontesté, son prestige, sa personnalité attachante et son sens politique font de lui la figure dominante, et presque le symbole, autant de son parti que du Québec entier de l'époque. Maurice Duplessis meurt en fonction le 7 septembre 1959 au cours d'un voyage à Schefferville.

**MAURICE  
DUPLISSIS**  
PREMIER MINISTRE DU QUÉBEC  
DE 1936 À 1939  
ET DE 1944 À 1959





Maurice Duplessis au début de sa carrière Archives du Séminaire de Trois-Rivières, photo A. Héroux

## LA POLITIQUE DANS LES VEINES

Né à Trois-Rivières le 20 avril 1890, Maurice Le Noblet Duplessis baigne dès son plus jeune âge dans la politique. Son père, Nérée, est député conservateur à l'Assemblée législative et très tôt le jeune Duplessis voit défiler chez lui les grandes figures politiques du Parti conservateur de l'époque. Admis au Barreau en 1913, ce jeune avocat dynamique prend une part active à la vie politique locale. Défait aux élections de 1923, il se remet dès le lendemain au travail et est élu sous la bannière conservatrice en 1927.



Maurice Duplessis à son bureau en 1936 Archives du Séminaire de Trois-Rivières

Allié à l'Action libérale nationale, un groupe de députés libéraux dissidents, Duplessis parvient à ébranler le gouvernement libéral au pouvoir depuis 1896. Aux élections de décembre 1935, la coalition remporte 42 sièges contre 48 pour le gouvernement.

La notoriété de Duplessis atteint un sommet en mai 1936 lorsque, au Comité des comptes publics, il révèle la corruption et les abus du gouvernement Taschereau. Quelques mois plus tard, en août 1936, un nouveau parti, l'Union nationale, et son chef, Maurice Duplessis, sont portés au pouvoir.

À son entrée à l'Assemblée législative, Duplessis fait partie d'une opposition conservatrice faible et décimée, en face du tout-puissant gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau. Durant ces années d'apprentissage, Duplessis développe un grand sens politique et une maîtrise de la procédure parlementaire. Choisi chef de l'Opposition par le caucus du Parti conservateur en novembre 1932, il est élu chef du parti en octobre 1933, succédant ainsi à Camillien Houde.

## CHEF DE L'OPPOSITION

Maurice Duplessis et Louis S. Saint-Laurent, premier ministre du Canada, lors de la conférence interprovinciale de Québec en 1950 Archives nationales du Québec à Québec



## UN PREMIER MANDAT

À son premier mandat, Duplessis dirige un Québec épuisé par la crise économique et secoué par de nombreux conflits ouvriers. Dans ce contexte, le nouveau gouvernement crée le ministère de la Santé, vote la Loi des salaires raisonnables et les pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses. C'est cependant la création l'Office du crédit agricole, une promesse faite aux agriculteurs, qui marque ce premier mandat et assurera durant longtemps l'appui des milieux ruraux à l'Union nationale.

En 1939, l'approche de la guerre ramène le spectre de la Conscription de 1917. Duplessis fait du service obligatoire outre-mer son principal thème électoral, mais le chef de l'opposition Adélard Godbout reçoit l'appui massif des libéraux d'Ottawa et de leur principal porte-parole, Ernest Lapointe, qui, avec Godbout, promet de démissionner de son poste si jamais le service obligatoire est imposé au Québec. Aux élections d'octobre, les libéraux renversent l'Union nationale par une forte majorité.

En 1944, malgré la promesse faite cinq ans plus tôt, Ottawa impose la conscription et donne des munitions à Duplessis contre les libéraux de Godbout. Aux élections d'août, la présence du Bloc populaire, un parti anticonscriptionniste, divise le vote en faveur de l'Union nationale et, pour une seconde fois, Maurice Duplessis est porté au pouvoir.



Monteurs de ligne au travail en 1947 Archives Hydro-Québec, fonds Shawinigan Water and Power Co.

## LA LUTTE POUR L'AUTONOMIE PROVINCIALE

Fervent partisan de l'autonomie provinciale, Maurice Duplessis croit que le respect intégral des pouvoirs provinciaux de la Constitution de 1867 garantirait le progrès d'un Québec en plein développement et, par conséquent, la prospérité du Canada.

Il appuie ses revendications autonomistes sur le droit de taxation directe que les provinces ont temporairement cédé à Ottawa en 1942 pour contribuer à l'effort de guerre. À l'expiration de l'entente en 1947, le gouvernement libéral fédéral de Louis Saint-Laurent refuse de redonner ce droit aux provinces. Or, pour Duplessis, « le pouvoir de taxer est le pouvoir de gouverner », et, après plusieurs années de négociations avec Ottawa, il décide de passer à l'offensive. En 1954, il fait voter une loi instituant un impôt provincial de 15% sur le revenu, concurrent de l'impôt fédéral.

Après quelques mois de tractations, le gouvernement Saint-Laurent cède finalement une partie de ses revenus au gouvernement du Québec. Cette grande victoire de Duplessis sur le plan de l'autonomie provinciale pavera la voie aux succès de Jean Lesage qui, après 1960, obtiendra d'Ottawa davantage de pouvoirs fiscaux pour le Québec.

Le retour au pouvoir de Duplessis en 1944 coïncide avec la période d'expansion économique d'après-guerre. Les Québécois entrent de plain-pied dans l'ère du confort moderne et de la société de consommation.

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La prospérité atteint les campagnes grâce à la création de l'Office de l'électrification rurale en 1945, qui sonne le début d'une grande réforme. De 22% en 1944, le pourcentage de fermes bénéficiant de l'électricité passe à 96% en 1959. Cette réalisation permet la modernisation des exploitations agricoles du Québec et contribue aux succès électoraux de l'Union nationale dans les circonscriptions rurales. Durant la même période, le gouvernement Duplessis investira considérablement dans le secteur des travaux publics, de l'éducation et des institutions de santé.

Pour Maurice Duplessis, la richesse du Québec réside dans les immenses ressources naturelles du Nord. Promoteur infatigable du développement économique de cette région, il en confie la maîtrise d'œuvre aux grandes compagnies anglo-américaines qui, à son avis, sont les seules à posséder le capital financier nécessaire. L'exploitation du fer sera la source de la prospérité des villes de Schefferville, Gagnon, Baie-Comeau et Sept-Îles. Duplessis sera accusé par ses adversaires de vendre les ressources de la province à vil prix, mais l'essor de cette région n'en sera pas moins le fleuron de sa politique économique.